

Traduction préparée pour le Bureau international du Travail n'ayant pas de caractère officiel.
Effectuée uniquement à des fins d'information, elle ne saurait en aucun cas remplacer la consultation
du texte officiel concerné. Copyright © 2007 Organisation internationale du Travail

**EPHIMERIS TIS KIVERNISSEOS
JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE HELLENIQUE**

FASCICULE PREMIER

Feuille no 61
9 mars 2000

**Loi no 2810
Organisations Coopératives Agricoles**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE HELLENIQUE :

Nous promulguons la loi suivante, adoptée par l'Assemblée nationale.

**CHAPITRE A
DISPOSITIONS GENERALES**

**Article 1
Définition – But – Forme juridique – Graduation – Activités**

1. L'Organisation Coopérative agricole (A.S.O.) est une association autonome de personnes, formée sur une base bénévole. Elle a comme but, à travers l'entraide de ses membres, leur développement et leur promotion sur le plan économique, social et culturel, dans une entreprise de propriété commune, basée sur une administration démocratique. Nous considérons comme A.S.O. également les coopératives de pêche, d'élevage, d'aviculture, d'apiculture, de sériciculture, forestières, agrotouristiques, agroartisanales, d'artisanat domestique et autres coopératives de toute branche ou activité de l'économie agricole.
2. Les A.S.O. se séparent en organisations de premier, de deuxième et de troisième niveau. A la catégorie de premier niveau appartiennent les Coopératives agricoles (A.S.), à la catégorie du deuxième niveau les Unions des Coopératives agricoles (E.A.S.) et les Corporations des Organisations Coopératives agricoles (K.A.S.O.) et à la catégorie du troisième niveau les Unions des Coopératives centrales (KE.S.E.).
3. Les A.S.O. de tous les niveaux sont des personnes morales de droit privé avec capacité commerciale. Elles développent toute sorte d'activité afin d'atteindre leur but dans le cadre de la loi et de leur statut.
4. Afin d'accomplir leurs buts, les A.S.O. ont le droit d'établir des succursales, des annexes ou des bureaux à l'intérieur du pays ou à l'étranger, de former des personnes morales ou

de coopérer dans des entreprises communes menées par des coopératives de consommateurs ou autres, par des personnes morales du secteur privé ou public, par des organisations d'intérêt public, par des entreprises des Organisations d'administration régionale (O.T.A.), par des organisations coopératives d'autres pays et par des personnes physiques ou des personnes morales, dans le cadre d'une collaboration interétatique ou interprofessionnelle.

Article 2

Circonscription – Siège – Nom commercial

1. La circonscription régionale de l'A.S.O. est déterminée dans son statut.
2. Le siège de l'A.S.O. est la municipalité ou la commune d'établissement de son administration.
3. Le nom commercial de l'A.S.O. énonce son but principal ou le domaine de ses activités et porte dans son titre la qualité d'agricole, ainsi que le lieu de son siège.

Le nom commercial doit être distinctif par rapport au nom commercial d'une autre A.S.O. qui se trouve dans la même circonscription régionale et qui atteint le même but.

Le nom commercial est obligatoirement utilisé dans toutes les transactions commerciales et les actes juridiques de l'A.S.O.

Tous les documents imprimés de l'A.S.O. portent le nom commercial, le siège et le numéro du registre fiscal.

CHAPITRE B

CREATION DE LA COOPERATIVE AGRICOLE

Article 3

Conditions de création – Approbation – Enregistrement du statut

1. La création d'une coopérative agricole nécessite la formation de son statut et la signature de celui-ci par un minimum de sept (7) personnes, qualifiées selon les exigences de l'article 5 de la présente loi. L'approbation du statut par la Justice de paix du siège de la coopérative est obligatoire.
2. Le conseil d'administration provisoire dépose une requête concernant l'approbation du statut, auprès du Tribunal de paix. Le juge de paix se prononce suivant la procédure de la juridiction gracieuse.
3. Si le statut n'est pas conforme à la loi, le juge de paix suspend la prise de décision et se prononce par un jugement non - définitif avec lequel il invite le conseil d'administration provisoire d'entreprendre les modifications nécessaires ou de compléter les défauts dans un délai de quinze (15) jours ouvrables, dès la promulgation du jugement susmentionné. Par la suite, le Tribunal de paix rend sa sentence. Si la requête est acceptée par le jugement, le statut est enregistré dans le Registre des Coopératives agricoles, tenu auprès

du Tribunal de paix, avec l'inscription simultanée du numéro du jugement rendu. Depuis cet enregistrement la Coopérative agricole (A.S.) acquiert la personnalité juridique et la capacité commerciale. La même procédure est tenue également pour toute modification du statut. Une copie validée officielle du jugement approubatif du Tribunal de paix, ainsi qu'une copie validée du statut est envoyée par le Secrétariat du Tribunal de paix à l'autorité de surveillance, dans un (1) mois depuis le jour d'enregistrement du jugement.

4. Le recours en appel contre le jugement du juge de paix peut être introduit auprès du Tribunal compétent.

Article 4 **Formule – Teneur du statut**

1. Le statut de la Coopérative agricole est formé sur document privé, daté et signé par les membres fondateurs. Le statut valable porte impérativement les suivants :
 - a. Le nom et prénom, le nom et prénom du père ou le nom de commerce, ainsi que le domicile ou le siège des membres fondateurs.
 - b. Le nom de commerce, le siège et la circonscription de la coopérative.
 - c. Le but et les activités de la coopérative.
 - d. Les conditions d'entrée, de sortie et de radiation des membres, ainsi que les droits et les obligations des ceux-ci.
 - e. Le montant de la part coopérative, le nombre des parts supplémentaires obligatoires ou facultatives qu'un membre puisse acquérir, le mode de paiement de leur valeur et la procédure de restitution des parts.
 - f. L'étendue de la responsabilité des membres.
 - g. Les conditions de convocation et de fonctionnement, ainsi que les pouvoirs des organes d'administration (assemblée générale, conseil d'administration).
 - h. La fixation des pourcentages minimaux sur les excédents d'exercice pour la constitution de réserves.
 - i. La durée de la coopérative dans le temps.
 - j. La désignation d'une administration provisoire pour l'approbation du statut et la date de convocation de la première assemblée générale chargée d'élire les organes d'administration.
 - k. Le mode de nomination des contrôleurs.
 - l. La dissolution et la liquidation de la Coopérative agricole (A.S.).
2. Le statut peut également prévoir et régler des questions qui ne sont pas traitées dans la présente loi.

CHAPITRE C **MEMBRES – DROITS – OBLIGATIONS**

Article 5 **Membres**

1. La Coopérative agricole accepte comme membre toute personne physique ayant la capacité juridique intégrale, employée dans une branche ou un domaine de l'économie

agricole desservis par les activités de la coopérative. Ce membre devrait répondre aux conditions du statut et accepter d'utiliser les services de la coopérative.

2. Sur disposition précise dans le statut, on peut accepter comme membres de la coopérative des personnes morales, ayant comme but statutaire l'exercice d'une entreprise de production agricole desservie par les activités de la coopérative. Les clauses spécifiques, les conditions de participation et de représentation sont fixées dans le statut.

Article 6

Inscription – Départ – Radiation de membre

1. Le conseil d'administration de la coopérative agricole décide, dans un délai fixé dans le statut, sur l'inscription de nouveaux membres de la coopérative. Les motifs concernant l'acceptation ou non de la demande sont toujours exposés dans la décision.
2. Si la demande est rejetée ou si le conseil d'administration ne décide pas dans les limites du délai susmentionné, l'intéressé peut recourir, par écrit, auprès de la première assemblée générale ordinaire, qui traite la demande et se prononce par décision définitive.
3. Le statut définit les empêchements concernant l'inscription d'un membre, les conditions et les clauses concernant le départ et la radiation de celui-ci, la durée minimale de son adhésion, ainsi que les conditions et la date de restitution des parts coopératives.

Article 7

Droits et obligations des membres

1. Le statut fixe les droits et les obligations des membres envers la coopérative. Il devrait impérativement porter les dispositions qui traitent :
 - a. La participation des membres aux assemblées générales de la coopérative.
 - b. Le droit d'élire et d'être élu.
 - c. La participation à la distribution des excédants de l'exercice de gestion.
 - d. La participation du membre aux activités et aux transactions de la coopérative.
2. Le statut peut stipuler des sanctions pour les membres qui n'accomplissent pas leurs obligations envers la coopérative.

CHAPITRE D

RELATIONS MEMBRES – COOPERATIVE

Article 8

Part coopérative

1. La part coopérative est le montant minimum de contribution de chaque membre au capital de la coopérative. Chaque membre participe à la coopérative avec une (1) part obligatoire et dispose une voix. Le montant et les conditions de paiement de sa valeur sont précisés dans le statut. La part coopérative est égale et indivisible pour tous les membres.

Le statut peut stipuler les conditions et les clauses pour l'acquisition des parts obligatoires supplémentaires par un seul membre. Le nombre des parts dépend du montant

des transactions de ce membre avec la coopérative. Dans ce sens de «transaction» on calcule notamment le total de la valeur des produits, des moyens et des services fournis aux membres par la coopérative, et les produits disposés (par les membres) à la coopérative ou par l'intermédiaire de la coopérative aux tiers personnes. Dans ce cas le statut précise les voix équivalant aux parts supplémentaires. Dans les organisations coopératives du premier niveau le nombre total des voix ne peut en aucun cas dépasser les trois (3).

2. L'augmentation ou la diminution de la valeur de la part coopérative se réalise toujours suite à la décision de l'assemblée générale.
3. Le statut peut également prévoir les conditions et les clauses concernant l'acquisition des parts facultatives par les membres, les employés de la coopérative et les tiers. Dans ce cas il peut stipuler des privilèges en faveur des parts facultatives. Les parts facultatives ne donnent pas le droit au vote.
4. Le statut peut définir que les parts obligatoires sont à intérêt. Le temps et le mode de rendement des intérêts sont précisés dans le statut.
5. Le transfert de la part coopérative devient possible suite à la décision du conseil d'administration de la coopérative, à condition que le statut ne l'interdise pas. Les personnes qui répondent aux exigences de l'article 5 de la présente loi sont les seuls à pouvoir bénéficier d'un tel transfert.
6. Au cas de décès d'un membre de la coopérative, l'héritier ou, dans le cas de plusieurs, l'héritier désigné par l'accord écrit des autres, et à condition qu'il réponde aux exigences de l'article 5 de la présente loi, se substitue à tous les droits et toutes les obligations du membre décédé. S'il n'est pas désigné, la valeur nominale de la part, accrue ou baissée analogiquement selon le gain ou la perte, est restituée aux héritiers à la fin de l'exercice.

Article 9

Responsabilité et obligations des membres envers les tiers

1. La responsabilité des membres concernant les obligations de la coopérative agricole envers les tiers est auxiliaire et se réduit jusqu'à la limite fixée dans le statut. L'étendue de cette responsabilité est définie dans le statut à égale au montant de la part obligatoire, ainsi qu'au montant des parts obligatoires supplémentaires éventuelles ou, à égale à un entier multiple de ce montant.
2. Les membres portent la responsabilité du paragraphe précédant même après leur départ de la coopérative concernant les obligations créées pendant le temps qu'ils étaient membres ou les obligations précédant la date de leur entrée et qu'ils ont accepté au moment de leur inscription.
3. Les créances des tiers résultant de la responsabilité des membres de la coopérative selon les paragraphes 1 et 2, sont prescrites après l'écoulement de cinq (5) ans, dès la fin d'année dans laquelle elles étaient nées.

4. La responsabilité des membres prend fin, en tous cas, après l'écoulement d'un (1) an dès la fin de la faillite ou de la liquidation de la coopérative, sauf si, on a intenté une action à leur encontre pendant cette année.
5. On ne prononce pas une contrainte par corps à l'encontre des membres et des organes de la coopérative à cause des obligations de la coopérative envers les tiers et le secteur public ou, à cause des obligations entre les membres et la coopérative.
6. Les créanciers d'un membre de la coopérative n'ont aucun droit sur la fortune de la coopérative ou sur les excédants d'exercice ou sur les parts coopératives, obligatoires ou facultatives, concernant les dettes de ce membre envers eux.
7. Ils ne sont, en aucun cas, soumis à la saisie ou à la procédure des mesures provisoires, à cause de dettes des membres envers les tiers, les suivants :
 - a. La contre-prestation pour l'utilisation des biens cédés à la coopérative.
 - b. Les fruits de la production des membres, livrés à la coopérative en but de vente ou de mise en disposition dans le marché, en nature, manufacturés ou traités.
 - c. Le prix des produits de la catégorie b.
8. Il n'est pas permis de procéder, aux mains de la coopérative agissant en tant que tiers, à une saisie – arrêt de l'argent emprunté auprès des établissements de crédit au nom d'un membre ou, des prestations en espèces de la coopérative agricole envers ses membres.

CHAPITRE E

ADMINISTRATION DES ORGANISATIONS COOPERATIVES AGRICOLES

Article 10

Assemblée générale – Pouvoirs – Convocation

1. L'assemblée générale constitue l'organe suprême de la coopérative. Le droit de participation à l'assemblée générale appartient aux membres qui ont accompli toutes leurs obligations arrivées en échéance envers la coopérative.
Pendant l'assemblée générale chaque membre possède une (1) voix.
Le statut pourrait définir que le coopérateur dispose plus qu'une voix et jusqu'à trois (3), conformément au paragraphe 1 de l'article 8 de la présente loi.
L'assemblée générale décide sur toute question dont aucun autre organe ne peut se prononcer.
2. Au pouvoir exclusif de l'assemblée générale appartient :
 - a. La modification du statut.
 - b. La fusion, la reconversion, la prolongation de durée, ainsi que la dissolution de la coopérative.
 - c. L'élection et le rappel des membres du conseil d'administration.
 - d. L'approbation du bilan et du compte sous le titre «résultats d'exercice» et la définition du mode de distribution des excédants d'exercice.
 - e. La précision de l'étendue de la charge de certains membres à cause des dégâts éventuels.
 - f. La modification du montant de la part coopérative.

- g. L'imposition d'une cotisation aux membres.
 - h. L'approbation du programme d'action de l'entreprise et de développement de la coopérative et du budget y relatif.
 - i. L'approbation du budget annuel concernant les revenus et les dépenses.
 - j. La décision concernant la décharge de la responsabilité des membres du conseil d'administration.
 - k. La votation du Règlement Interne de Fonctionnement et du Règlement de l'état de Service du Personnel.
 - l. La décision sur l'achat ou la vente de biens immobiliers.
 - m. La décision sur la création et le fonctionnement, par les membres de la coopérative, des Organisations de Production des Branches de la Coopérative Agricole (K.O.P.A.S.), qui correspondent aux branches de production et aux produits ou aux activités de base de la coopérative.
 - n. La nomination des contrôleurs de l'article 17 pour l'exercice économique suivant, ainsi que le montant de leur indemnisation.
 - o. La décision sur toute autre question stipulée dans le statut.
3. L'assemblée générale peut décider de transmettre au conseil d'administration le pouvoir d'exercer les compétences sous k. et l. du paragraphe précédent.
4. L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration à une séance ordinaire une fois par année et se réunit au siège de la coopérative dans six (6) mois au plus tard après la fin de l'exercice.
La procédure de la convocation de l'assemblée générale et de la direction de ses travaux est précisée dans le statut.
5. Le conseil d'administration peut convoquer une assemblée générale extraordinaire pour des raisons prévues par la loi ou le statut ou dictées par l'intérêt de la coopérative.
6. Le un cinquième (1/5) des membres de la coopérative peut demander au conseil d'administration la convocation d'une assemblée générale extraordinaire avec l'inscription obligatoire des questions à traiter dans la demande.
Si le conseil d'administration ne convoque pas l'assemblée générale dans vingt (20) jours suite au dépôt de la demande, les membres mentionnés antérieurement ont le droit de la convoquer eux-mêmes.

Article 11

Quorum

- 1. L'assemblée générale se réunit valablement si, au début de la réunion sont présents ou représentés par procuration les membres de la coopérative ayant le droit de vote et représentant un nombre des voix supérieur à la moitié (1/2) de l'ensemble.
- 2. Au cas où on constaterait l'absence de quorum au début de la réunion, l'assemblée générale se réunit, sans nouvelle convocation, au même lieu, le même jour et heure de la semaine suivante et avec le même ordre du jour d'origine. Pendant cette seconde réunion, il y a quorum indépendamment du nombre des voix représentées.
- 3. Par exception, s'il s'agit des décisions concernant :
 - a. Le changement du but de la coopérative.

- b. La fusion avec une autre coopérative.
- c. La reconversion de la coopérative.
- d. La dissolution de la coopérative et
- e. la modification du statut,

l'assemblée générale se trouve en quorum et siège valablement si, au début de la réunion sont présents ou représentés par procuration les membres de la coopérative ayant le droit de vote et représentant les deux - tiers (2/3) minimum de l'ensemble des voix. Si ce quorum n'est pas atteint, l'assemblée générale se réunit à une seconde assemblée, conformément à la procédure définie au paragraphe précédant, donc le quorum est respecté si, au début de la réunion sont présents ou représentés par procuration les membres de la coopérative ayant le droit de vote et représentant la moitié (1/2) de l'ensemble des voix.

- 4. Le statut peut préciser également d'autres questions dont la décision dépend du quorum fixé au paragraphe 3.

Article 12

Décision

- 1. L'assemblée générale se prononce sur les questions de l'ordre du jour à la majorité absolue des voix y représentées, sauf s'il y a une disposition différente dans la présente loi ou dans le statut. Les décisions de l'assemblée générale sont obligatoires pour tous les membres de la coopérative, même s'ils sont en désaccord ou absents.
- 2. Par exception, l'assemblée générale se prononce à la majorité qualifiée des deux - tiers (2/3) des voix y représentées, aux questions suivantes :
 - a. Le changement de but de la coopérative.
 - b. La fusion avec une autre coopérative.
 - c. La reconversion de la coopérative.
 - d. La dissolution de la coopérative et
 - e. La modification du statut.

Le statut peut en préciser d'autres questions dont la décision dépend du quorum qualifié du paragraphe 3 de l'article 11 et de la majorité prévue au présent paragraphe.

- 3. L'assemblée générale se prononce au scrutin secret sur les questions concernant :
 - a. Les élections.
 - b. La décharge des membres du conseil d'administration de leur responsabilité.
 - c. L'approbation du bilan, du rapport financier et du tableau des résultats d'exercice.
 - d. Les questions personnelles.

Si les membres du conseil d'administration ne sont pas déchargés de leur responsabilité ou le bilan, le rapport financier et le tableau des résultats d'exercice ne sont pas approuvés, l'assemblée générale, durant la même réunion, suite à la lecture du rapport des contrôleurs, décide sur le rappel ou non des membres du conseil d'administration et sur l'élection d'un nouveau conseil d'administration.

Au cas où, les membres du conseil d'administration seraient rappelés, l'assemblée générale, pendant la même réunion, procède à l'élection d'un conseil d'administration

provisoire. Ce conseil provisoire doit convoquer l'assemblée générale des membres de la coopérative dans un délai de vingt (20) jours et traiter le sujet de l'élection d'un nouveau conseil d'administration, inscrit dans l'ordre du jour.

4. Les membres du conseil d'administration ont le droit de participer à la votation concernant leur libération de toute responsabilité, uniquement avec les voix qu'ils possèdent eux-mêmes.

Article 13

Attaque des décisions des assemblées générales

1. Toute décision de l'assemblée générale contraire à la loi ou au statut est nulle.
2. La nullité de la décision est reconnue et prononcée par la Cour de première instance du siège de la coopérative, suite à la demande de tout membre ou tiers y portant intérêt légitime. La Cour tranche suivant la procédure de la juridiction gracieuse. La requête est déposée dans un délai de vingt (20) jours, dès la prise de la décision de l'assemblée générale. Cette requête est notifiée à la coopérative.
3. La sentence de la Cour de première instance est sujette aux voies de recours. L'autorité de surveillance peut également interjeter un appel.
L'appel devrait être déposé dans un délai de quinze (15) jours dès la notification de la sentence.

Article 14

Conseil d'administration

1. Le conseil d'administration est élu par l'assemblée générale.
Le nombre de ses membres est fixé dans le statut, il est toujours impair et il ne peut être inférieur à trois (3).
La durée du mandat des membres du conseil administratif est définie dans le statut et ne peut dépasser les quatre (4) ni être inférieure à deux (2) ans. Les conseillers ont un mandat renouvelable et peuvent être soumis à un rappel par l'assemblée générale à tout moment. Si, trois (3) mois avant l'élection des membres du conseil d'administration, le nombre du personnel ordinaire de la coopérative dépasse les vingt (20) personnes, un représentant du personnel y participe également comme membre surnuméraire. Ce représentant participe avec le droit de vote uniquement pour les questions concernant le personnel.
2. Le conseil d'administration représente la coopérative judiciairement et extra - judiciairement. Le conseil peut, dans certains cas, déléguer cette représentation soit au Président soit à un autre de ses membres ou, selon le paragraphe 9 du présent article, au Directeur général (manager). Le conseil d'administration peut, également, déléguer l'exercice de certains de ses pouvoirs soit à un de ses membres soit à un employé - cadre ou à un simple employé de la coopérative.
3. Le conseil d'administration est en quorum au moment où le nombre des membres présents ou représentés est supérieur à celui des absents. En aucun cas quand le nombre des conseillers présents ne peut être inférieur à trois (3). Le conseil d'administration prend ses décisions basé sur la majorité absolue des membres présents et représentés.

4. Le conseil d'administration a le pouvoir de décider sur toute question relative à l'administration, à la gestion de la fortune et des affaires de la coopérative. Il a également le pouvoir de traiter et décider sur tout sujet relatif à l'accomplissement de son but. Les pouvoirs du conseil d'administration sont fixés dans le statut de la coopérative.
5. Les membres du conseil d'administration ont la responsabilité à parties égales pour tout préjudice causé à la coopérative, par leur propre faute, pendant l'exercice de leur mandat. Le temps de prescription des prétentions de la coopérative à l'encontre des membres du conseil d'administration est de trois (3) ans dès l'accomplissement de l'acte, sauf s'il s'agit de préjudice causé en dol (avec préméditation), donc le temps de prescription s'élève à dix (10) ans.
6. Le membre du conseil d'administration ne peut pas participer aux votations, pendant les réunions du conseil, si les sujets traités concernent le membre lui-même, son époux(se) ou ses parents consanguins ou alliés jusqu'au deuxième degré.
7. Le statut peut prévoir les prestations suivantes, allouées aux membres du conseil d'administration :
 - a. Une indemnité précise pour le traitement d'une affaire concernant la coopérative. Le mandat est confié suite à la décision spécifique du conseil d'administration.
 - b. Les frais de transport et de représentation concernant la participation des membres aux réunions du conseil d'administration.
Les montants de l'indemnité, ainsi que des frais de transport et de représentation sont fixés selon la décision conforme de l'assemblée générale, suite à l'introduction du conseil d'administration.
8. Si le président ou un membre du conseil d'administration se porte partie adverse à la coopérative, la coopérative est représentée par un membre spécifiquement mandaté par le conseil d'administration, sauf si l'assemblée générale désigne des représentants spéciaux.
9. Le statut peut prévoir la possibilité que le conseil d'administration désigne un Directeur général (manager), qui sera mandaté, par contrat, d'exercer tous ou une partie des pouvoirs et compétences du conseil d'administration, à part ceux qui nécessitent une opération collective. Ce Directeur sera mandaté, également, d'assurer la direction et la gestion générale des affaires de la coopérative. Les droits, obligations et pouvoirs du Directeur général sont spécifiés dans une décision relative du conseil d'administration. Le Directeur général est sélectionné après une mise d'annonce, publiée dans la presse journalière.

Article 15

Elections

1. Les élections pour la nomination des membres du conseil d'administration sont menées par un comité de surveillance. La procédure d'élection des représentants et de leurs suppléants dans les organisations coopératives de niveau supérieur, dans les sociétés coopératives ou les personnes morales dont la coopérative fait partie, est définie dans leur statut. Pendant les élections déroulées dans les organisations coopératives de deuxième et de troisième niveau, ainsi que dans la P.A.S.E.G.E.S. le comité de surveillance est présidé par un magistrat, désigné par la Cour de Première Instance du siège de la coopérative.

2. L'élection se déroule au scrutin secret et avec un bulletin unique. Le bulletin de vote comprend les noms et les prénoms des candidats inscrits par ordre alphabétique.
3. Le nombre des croix de préférence ne peut pas être supérieur à la moitié (1/2) de l'ensemble des membres du conseil d'administration et, il devrait en être fixé ainsi dans le statut. Au cas où il en résulterait un nombre fractionnaire c'est le nombre pair suivant qui l'emporte. Les bulletins qui portent un nombre de croix de préférence supérieur à celui défini dans le statut ou ne portent aucune, sont nuls.
4. On considère comme membres élus auprès du conseil d'administration les candidats qui ont reçu le plus grand nombre des voix. En cas de partage des voix on procède à un tirage au sort. Les candidats qui n'étaient pas élus sont considérés comme des membres suppléants, selon l'ordre des voix reçues.
5. Les membres suppléants occupent les postes vacants (au cas où) des membres ordinaires jusqu'à la fin de leur mandat.
6. La procédure concernant le déroulement des élections, le choix des membres du comité de surveillance et toute autre question y relative sont définies dans le statut.
7. Le conseil d'administration pendant sa première réunion, après les élections, s'assemble en corps (en organe), conformément au statut.
Le statut peut stipuler la possibilité et les conditions d'une nouvelle répartition des fonctions dans le conseil administratif. Si le statut ne prévoit pas ainsi, la répartition peut avoir lieu suite à une décision relative des deux – tiers (2/3) de l'ensemble de ses membres. S'il en résulte un nombre fractionnaire c'est le nombre pair suivant qui l'emporte.
8. Au cas où le poste d'un membre du conseil d'administration serait vacant et, à défaut de membres suppléants, le conseil d'administration, sur la décision du reste de ses membres, complète le poste vacant suite à l'élection d'un membre de la coopérative. Les membres qui ont été élus selon cette procédure, maintiennent leur poste jusqu'à la réunion de la première assemblée générale ordinaire ou extraordinaire qui confirme et valide cette élection ou, au cas contraire, procède à l'élection de nouveaux membres. En cas de démission de la majorité ou de l'ensemble des membres du conseil d'administration, on procède à des élections.
9. On considère comme inéligible auprès des organes de direction de la coopérative le candidat qui a été condamné sur décision irrévocable à une peine quelconque concernant : vol, fraude, détournement (commun ou pendant le service), extorsion, falsification, parjure, déloyauté, corruption, forfaiture, escamotage de fausse attestation, soustraction de pièces, contrebande et trafic de stupéfiants.
Si durant le mandat de l'organe on constate que un ou plusieurs des empêchements susmentionnés existent concernant un ou plusieurs de ses membres, ce membre est destitué de plein droit de ses fonctions aux seins de l'organe et on applique les dispositions des paragraphes 5 et 8.

CHAPITRE F

SURVEILLANCE – CONTROLE

Article 16

Surveillance de l'état

1. La surveillance sur les A.S.O. de tous les niveaux et sur les sociétés coopératives (S.E.) de l'article 32, est exercée par le Ministre de l'Agriculture. Sur décision du Ministre de l'Agriculture publiée dans le Journal officiel, on peut confier certaines tâches de surveillance à des employés du Ministère de l'Agriculture. Le Ministre de l'Agriculture peut déléguer, en particulier, certaines tâches de contrôle à des contrôleurs assermentés ou à des contrôleurs économistes possédant le droit de pratique de la Chambre économique de la Grèce, conformément au décret présidentiel no 475/1991 (Journal officiel no 176 A), ainsi qu'à d'autres scientifiques spécialisés ou à des experts.
2. La surveillance se focalise sur le travail des coopératives conformément à la législation en vigueur et sur l'aide à l'accomplissement de leurs buts. Cette surveillance consiste, plus précisément, à la vérification du paiement des parts coopératives ou des autres obligations économiques échéantes des membres, à la constatation que les organes et membres de la coopérative agissent conformément aux dispositions des lois, du statut et des décisions des assemblées générales, ainsi qu'à l'examen approfondi du bilan, des autres comptes qui montrent l'état économique de l'entreprise et des autres livres, registres et écritures tenus par ces organisations coopératives.
3. Le décret présidentiel promulgué suite à la proposition du Ministre de l'Agriculture, dans un (1) an depuis la publication de la présente loi, définit le contenu et le mode d'exercice de la surveillance, les tâches des organes qui l'exercent, les obligations des coopératives envers l'autorité de surveillance et, plus particulièrement, l'obligation de remise des documents et des autres livres, écritures et informations nécessaires à l'exercice de contrôle. Dans le même décret on définit, également, les sanctions administratives infligées par l'autorité de surveillance aux organisations coopératives du paragraphe 1 de cet article en cas de travail non conforme à la loi.
4. Les décisions du Ministre de l'Agriculture, à publier dans le Journal officiel, règlent tout détail nécessaire concernant l'exercice de la surveillance de l'état.

Article 17

Contrôle

1. Le contrôle administratif, financier et économique sur les A.S.O. de tous les niveaux s'exerce comme suit :
 - a. Sur les A.S.O. qui tombent aux dispositions des décrets présidentiels ou des décisions ministérielles promulguées en exécution du décret exécutif no 2190/1920, concernant le contrôle des sociétés anonymes, le contrôle s'exerce par des contrôleurs assermentés, conformément aux dispositions du même décret, selon sa vigueur actuelle.
 - b. Sur les autres A.S.O. le contrôle s'exerce par des contrôleurs assermentés ou par des contrôleurs économistes possédant le droit de pratique de la Chambre économique de la Grèce, conformément aux dispositions de l'article 2 du décret présidentiel no 475/1991.

2. On ne peut pas désigner comme contrôleurs les membres de l'organisation qui est soumise au contrôle ni ceux de l'organisation qui supervise.
3. Les contrôleurs, et leurs suppléants du même nombre, sont nommés par l'assemblée générale ordinaire des A.S.O. qui précède le contrôle, à l'exception des contrôleurs du premier exercice de la coopérative qui sont désignés dans le statut. La rémunération des contrôleurs est fixée dans la décision de leur nomination ou dans le statut. Le mandat des contrôleurs est renouvelable, mais il ne peut pas dépasser les cinq (5) exercices continus. Les contrôleurs soumettent leur rapport de contrôle au conseil d'administration de la coopérative soumise au contrôle et à l'autorité de surveillance, au plus tard dans vingt (20) jours avant l'assemblée générale.
4. Les contrôleurs soumettent leur rapport de contrôle au conseil d'administration de l'A.S.O., qui le communique à ses membres pendant la première assemblée générale après le contrôle. Copie de ce rapport est remise, également, par les contrôleurs à l'autorité de surveillance. Le conseil d'administration invite par écrit le contrôleur cinq (5) jours avant la réunion de l'assemblée générale, afin qu'il y assiste.

Le contrôleur doit obligatoirement assister à l'assemblée générale et fournir toute information ou éclaircissement demandé.

Si le rapport de contrôle laisse la présomption que d'actes du code pénal ou des autres lois pénales ont été commises pendant l'exercice, les contrôleurs soumettent leur rapport ou leurs conclusions, dans dix (10) jours, au Procureur compétent et notifient au Ministre de l'Agriculture les infractions de la loi ou du statut.

La coopérative soumise au contrôle met à la disposition des contrôleurs l'espace adéquat, tous les livres et les écritures et fournit toute information nécessaire à l'exécution de leur mandat.

Les contrôleurs ont le droit, pendant l'exécution de leur mandat, d'examiner et vérifier tous les registres, les comptes et les livres, ainsi que toute autre écriture de l'organisation coopérative nécessaire à l'accomplissement réussi et complet de leur tâche.

Les contrôleurs vérifient notamment :

- a. La légitimité des décisions et des actes des organes institutionnels des A.S.O.
 - b. L'ordre comptable des registres et, surtout, si les principes et les règles de la science comptable ont été respectés.
 - c. L'état financier des A.S.O. qui en résulte du contrôle des comptes annuels, des écritures du bilan, du compte «Résultats d'exercice» et des annexes. Dans le rapport devrait apparaître clairement l'orientation de l'état financier des A.S.O. dans le cadre de leurs buts statutaires et de leurs programmes annuels d'action.
 - d. L'ordre dans la gestion, et plus particulièrement concernant la légalité des dépenses. Cette vérification vise surtout à la constatation de malversations, d'abus ou d'autres infractions de la loi commises pendant l'exercice et au repérage des responsables.
5. a. Le Ministre de l'Agriculture peut demander aux contrôleurs un examen approfondi des comptes des A.S.O. de tous les niveaux en urgence.
 - c. Les contrôleurs soumettent une demande au conseil d'administration et exigent la convocation d'une assemblée générale extraordinaire en exposant les questions à

traiter dans l'ordre du jour. Le conseil d'administration convoque obligatoirement l'assemblée générale dans un (1) mois, depuis le dépôt de la demande, avec le même ordre du jour.

6. Des arrêts du Ministre de l'Agriculture, à publier au Journal officiel, règlent tout détail nécessaire à l'exercice du contrôle.

CHAPITRE G **GESTION FINANCIERE**

Article 18 **Exercice de gestion**

1. L'exercice de gestion ne peut pas dépasser les douze (12) mois. Exceptionnellement, le premier exercice peut atteindre les vingt – quatre (24) mois.
2. A la fin de l'exercice on clôt les livres de l'organisation coopérative, on fait l'inventaire de sa fortune et on établit le bilan et le compte «Résultats d'exercice». Le conseil d'administration soumet tous ces documents accompagnés de leurs justificatifs à l'assemblée générale ordinaire et les complète avec les exposés explicatifs nécessaires et le compte rendu sur les actes entrepris pendant l'année écoulée.
3. Le conseil d'administration rédige le programme d'action et de développement de l'A.S.O. pour l'exercice suivant accompagné du budget des dépenses et le soumet à l'assemblée générale pour approbation.

Article 19 **Solde de gestion – Excédents – Gains**

1. Si on déduit des revenus bruts de l'A.S.O. les dépenses de toute sorte, les dommages, les amortissements et les intérêts des parts obligatoires et facultatives, la somme qui reste constitue le solde de gestion de l'exercice. Le solde de gestion comprend excédents et gains. Les excédents proviennent des transactions de la coopérative avec ses membres, selon l'article 8. La somme qui dépasse l'excédent est considérée comme provenant des transactions avec des tiers et constitue les gains.
2. Si le statut stipule la participation des parts facultatives dans les excédents ou les gains ou dans les deux, les sommes y correspondantes sont déduites avant toute autre utilisation des excédents et des gains.
3. On prélève des excédents, avant la déduction correspondante aux parts facultatives, un pourcentage de dix pour-cent (10%) pour la formation de la réserve ordinaire. Cette retenue cesse d'être obligatoire au moment où la réserve ordinaire atteint la hauteur de la somme totale des parts obligatoires des membres de la coopérative et redevient obligatoire au moment où la réserve ordinaire devient inférieure à la somme totale des parts des membres. Le statut peut fixer un pourcentage de retenue plus élevé. La partie des excédents qui est rapportée dans la réserve ordinaire est considérée comme une cotisation des membres de la même somme.

4. Le reste des excédents, après la retenue du paragraphe précédant, est affecté :
 - a. au développement de la coopérative.
 - b. à sa restitution aux membres en proportion de leurs transactions avec la coopérative.
 - c. au soutien d'autres activités approuvées par les membres, comme il est spécialement précisé dans le statut.
5. Les sommes du litt. b du paragraphe précédant, peuvent, selon décision de l'assemblée générale, rester dans la coopérative en tant que dépôts individuels à terme à intérêts des membres. Le taux d'intérêt déboursé, dans ce cas, est fixé dans la décision respective de l'assemblée générale et ne peut pas dépasser le taux d'intérêt des emprunts que la coopérative a déjà conclu avec les banques.
6. Dans la réserve ordinaire on comprend :
 - a. Les gains, comme ils sont définis antérieurement au paragraphe 1, après leur imposition.
 - b. La retenue du paragraphe 3.
 - c. Les revenus dévolus à la coopérative à titre gratuit.
 - d. Tout autre revenu qui n'a pas été disposé différemment selon le statut.

Article 20

Livres tenus

1. Les A.S.O. tiennent les livres prévus dans le Code des Livres et Ecritures, ainsi que ceux qui suivent, légalisés par le Service Economique Public compétent :
 - a. Le livre du registre des membres.
 - b. Le livre des procès verbaux des séances des assemblées générales et du conseil d'administration.
 - c. Le livre d'inventaire et du bilan et
 - d. Tout autre livre prévu dans le statut.

CHAPITRE H

FUSION – RECONVERSION – FAILLITE – DISSOLUTION – LIQUIDATION

Article 21

Fusion – Procédure – Reconversion

1. Deux ou plusieurs Organisations Coopératives Agricoles (A.S.O.) peuvent fusionner et créer une nouvelle organisation coopérative, dans laquelle s'intègrent les coopératives fusionnées ou, une ou plusieurs coopératives existantes s'absorbent par une autre, qui est déjà en fonction (amalgamation).
2. La fusion nécessite :
 - a. La décision des assemblées générales de chacune des organisations coopératives à fusionner, prise au quorum et à la majorité exceptionnels, fixés aux paragraphes 3 et 2 des articles 11 et 12 respectivement de la présente loi. Cette décision concerne l'approbation du projet du contrat de fusion et les, selon le cas, modifications éventuelles du statut requises pour la réalisation de la fusion.

- b. La publication sommaire des décisions du litt. a. dans un journal du district du siège des organisations coopératives en fusion.
 - c. L'évaluation de la fortune des Organisations Coopératives Agricoles en fusion, par un comité d'experts conformément aux dispositions de l'art. 9 du décret no 2190/1920, désigné suite à la demande commune des coopératives. Ce comité examine les conditions comprises dans le projet du contrat de fusion et rédige un rapport adressé aux assemblées générales des membres des organisations coopératives à fusionner.
 - d. La convocation des membres des organisations coopératives en fusion, en assemblée générale commune, suite à l'invitation des conseils d'administration respectifs. Cette assemblée générale procède à l'élection du conseil d'administration provisoire de la nouvelle organisation qui en résulte de la fusion.
 - e. L'approbation du statut conformément à l'article 3 de la présente loi.
 - f. L'inscription du statut approuvé, dans le livre du registre des coopératives agricoles, avec notification du numéro de la décision approbative du tribunal, conformément aux dispositions de l'article 3.
- Depuis cette date la fusion est achevée et tous les biens des organisations fusionnées constituent la fortune de la nouvelle organisation coopérative.
3. Dans un délai de quinze (15) jours depuis l'enregistrement de la décision approbative dans le livre du registre, le conseil d'administration provisoire convoque les membres de la nouvelle organisation coopérative à l'assemblée générale, afin de désigner le conseil d'administration de l'organisation coopérative. Cette convocation devrait en avoir lieu dans un délai de un (1) mois.
 4. Les membres qui ne désirent pas la fusion peuvent se retirer conformément aux conditions du statut. La plus-value éventuelle, qui en résulte de l'évaluation des biens, est exemptée de toute imposition et taxation et elle est inscrite dans le compte de la réserve ordinaire de la nouvelle organisation.
 5. La fusion, dès le jour de son accomplissement, a pour conséquence la succession universelle de la nouvelle organisation coopérative à tous les droits et les obligations des organisations fusionnées. La nouvelle organisation coopérative est subrogée en général de plein droit aux droits et aux obligations de l'organisation fusionnée.
 6. Les membres des organisations fusionnées sont de plein droit membres de la nouvelle organisation et possèdent tous les droits et les obligations stipulés dans le nouveau statut.
 7. Les parts coopératives des organisations fusionnées forment partie du capital de la nouvelle organisation. Si ces parts coopératives ne sont pas égales, l'assemblée générale commune du paragraphe 3 de cet article, définit, dans sa décision le mode d'ajustement des parts qui sont inférieures à la hauteur de la part coopérative de la nouvelle organisation ou de l'absorbante.
 8. La fusion des organisations n'occasionne pas l'interruption des procès dans lesquels elles sont parties en litige. Les procès pendants des organisations fusionnées se poursuivent par la nouvelle organisation.
 9. Les Organisations Coopératives Agricoles (A.S.O.) qui fusionnent, sont exemptées de l'obligation de paiement d'impôt de toute sorte, de droit de timbre et de droits en faveur

des tiers, relatifs à la fusion. Pour l'impôt de Concentration de Capital, les dispositions de la loi no 1676/1986 (Journal officiel no 204 A) sont en vigueur.

10. Les exemptions fiscales et les motifs de toute sorte visant à promouvoir la fusion des A.S.O., qui sont décrétées et contenues aux dispositions de l'article 33 de la loi no 2169/1933 (Journal officiel 149 A), comme celle-ci est aujourd'hui en vigueur, sont encore valables.
11. Une A.S.O. de deuxième ou de troisième niveau peut se reconvertir à une société anonyme (A. E.) ou à une société à responsabilité limitée (E. P. E.). La reconversion s'effectue à l'aide de la décision y relative de l'assemblée générale, prise au quorum et à la majorité exceptionnels, fixés aux paragraphes 3 et 2 des articles 11 et 12 respectivement, de la présente loi.
12. Pour le reste, concernant la reconversion, on applique analogiquement les dispositions des décrets no 2190/1920 et no 3190/1955. Les sociétés anonymes ou les sociétés à responsabilité limitée provenant d'une reconversion, peuvent adhérer des nouveaux actionnaires ou associés, respectivement.

Article 22

Faillite – Procédure

1. L'organisation coopérative agricole est déclarée en faillite au moment où elle cesse les paiements de ses dettes.
2. La faillite est déclarée par la Cour multimembre de Première Instance du siège de l'organisation coopérative, sur la requête :
 - a. De tout créancier qui défend un intérêt légitime.
 - b. Du conseil d'administration de l'organisation coopérative.
 - c. Des liquidateurs.
3. L'organisation coopérative en liquidation est déclarée en faillite seulement au cas où la répartition n'est pas encore achevée.
4. Si on dépose une déclaration de cessation des paiements ou le conseil d'administration dépose une requête sur la déclaration en faillite de la coopérative ou si un tiers dépose la requête sur la déclaration en faillite, le conseil d'administration ou les liquidateurs convoquent, dans dix (10) jours, l'assemblée générale pour se délibérer sur la question d'imposition d'une contribution extraordinaire, afin d'éviter la faillite.

Dans cette assemblée générale on soumet le bilan et le rapport du conseil d'administration sur l'état financier de l'organisation coopérative et sur la contribution extraordinaire proposée.

L'assemblée générale décide au quorum et à la majorité habituels et impose à ses membres la contribution extraordinaire, en proportion avec le nombre de leurs parts obligatoires et dans les limites de la responsabilité précisée dans le statut. Cette contribution incombe également sur les membres qui se sont retirés de la coopérative

pendant la dernière année avant le dépôt de la requête sur la faillite, indépendamment des raisons.

La contribution est versée dans les trente (30) jours qui suivent la prise de la décision à l'assemblée générale.

Si ce délai s'écoule sans effet, le conseil d'administration ou les liquidateurs déposent auprès du Tribunal de paix une liste concernant la contribution extraordinaire. Le juge de paix déclare la liste exécutoire.

5. Dans soixante (60) jours depuis le dépôt de la déclaration du paragraphe précédant, ou depuis la communication à la coopérative de la requête sur la déclaration en faillite, le conseil d'administration devrait confirmer au Tribunal multimembre de Première Instance la poursuite ou non des paiements.
6. Le Tribunal multimembre de Première Instance fixe le jour d'audience pour la plaidoirie de la requête – déclaration après l'écoulement du délai du paragraphe précédent et, en cas de constatation de cessation des paiements durable, on déclare l'organisation coopérative en faillite.
7. Depuis la sentence qui déclare la faillite, l'organisation coopérative est dissolue. La faillite de l'organisation n'entraîne pas la faillite de ses membres.
8. Au cas où on réussirait un concordat, celui-ci est validé par le Tribunal multimembre de Première Instance et la coopérative revit et continue ses activités.

Après la formation du concordat les créanciers ne peuvent pas se retourner contre les membres.

La coopérative communique la décision de validation du concordat au Juge de paix et à l'autorité de surveillance.

9. Pour le reste, on applique les dispositions du Code Commercial concernant la faillite.

Article 23 **Dissolution**

1. Les A.S.O. se dissolvent :
 - a. Si leur durée, fixée dans le statut, est arrivée à sa fin et l'assemblée générale n'a pas décider sur sa prolongation.
 - b. Suite à la décision de l'assemblée générale prise au quorum et à la majorité exceptionnels conformément aux paragraphes 3 et 2 des articles 11 et 12 respectivement de la présente loi.
 - c. Si on les déclare en état de faillite.
 - d. Suite à la décision du Tribunal multimembre de Première Instance du siège des A.S.O., sur la requête respective du conseil d'administration ou, des deux – tiers (2/3) de l'ensemble de leurs membres ou, de l'autorité de surveillance.
2. La requête sur la dissolution du litt. d. est déposée par l'autorité de surveillance, si le fonctionnement des A.S.O. finit par devenir illégal ou, si les coopératives sont devenues

inactives pour deux exercices consécutifs ou, si on arrive à la conclusion qu'elles ont abandonné leur but à cause d'une activité réduite.

La sentence du Tribunal multimembre de Première Instance peut être attaquée en appel.

Article 24

Liquidation

1. La dissolution est suivie, dans la plupart des cas, de l'étape de la liquidation, à l'exception de la dissolution des A.S.O. résultant de leur déclaration en faillite, pendant laquelle on poursuit la procédure de la loi Commerciale.
2. La liquidation est procédée par un ou plusieurs liquidateurs spécialisés, désignés par l'assemblée générale, sauf s'il en est disposé différemment dans le statut.
La personnalité juridique de l'A.S.O. dissolue, continue à exister et à être fonctionnelle pour les besoins de la liquidation.
3. En cas de décès, de démission ou d'inactivité des liquidateurs, sur requête d'un membre ou d'un créancier de l'A.S.O., le Tribunal d'Instance du siège de l'A.S.O. désigne d'autres liquidateurs, en se prononçant selon la procédure de la juridiction gracieuse.

Article 25

Actes des liquidateurs

1. Les liquidateurs, dès le début de leur mandat dressent l'inventaire de la fortune de l'organisation en liquidation et composent le bilan, dont une copie soumettent à l'autorité de surveillance.
Si la liquidation se prolonge le bilan est composé à la fin de chaque année. Le bilan final est composé au terme de la liquidation. Les liquidateurs annoncent la liquidation de l'organisation par sa publication dans la presse journalière du district du siège de la coopérative et, à défaut de journal, dans une revue périodique du district de son siège et, invitent les créanciers d'annoncer leurs prétentions.
2. Les prétentions des créanciers à l'encontre de l'organisation sous liquidation sont prescrites après l'écoulement de trois (3) ans, depuis le jour de publication de sa liquidation.
3. On se sert du produit de la liquidation pour acquitter les dettes de l'organisation en liquidation, arrivées en échéance, selon l'ordre suivant : on règle les dettes envers les employés en priorité et on continue à acquitter le reste des créanciers. Par la suite on solde les parts facultatives.
Le reste de l'actif, après ces opérations, est disposé conformément au statut.

CHAPITRE I

UNIONS DE COOPERATIVES AGRICOLES

UNIONS CENTRALES – CORPORATIONS

SOCIETES COOPERATIVES

CONFEDERATION PANHELLENIQUE

Article 26

Unions de Coopératives Agricoles (E.A.S.)

1. Deux ou plusieurs Coopératives Agricoles (A.S.) peuvent créer une Union de Coopératives Agricoles (E.A.S.), ayant comme but le renforcement, l'élargissement et la coordination des activités des coopératives - membres du premier niveau.
L'E.A.S. peut, s'il est défini dans son statut, entreprendre elle-même une partie des activités destinées à ses membres, soit pour son compte propre soit pour le compte de ses membres.
2. La constitution d'une E.A.S. nécessite la décision des assemblées générales des A.S. désirant sa création, ainsi que la formation, la signature et l'approbation de son statut.
3. Le siège de l'E.A.S. est la municipalité ou la commune d'établissement de son administration. La circonscription régionale de l'E.A.S. est déterminée dans son statut.
4. Le nom commercial porte dans son titre également le lieu de son siège. Le nom commercial doit être distinctif par rapport au nom commercial d'une autre E.A.S. qui se trouve au même lieu et par conséquent a le même siège.
5. Le statut de l'E.A.S. est approuvé par le Tribunal d'Instance de son siège, conformément aux dispositions des articles 3 et 4 de la présente loi, qui s'appliquent par analogie.
6. Les A.S.O. (?) peuvent représenter dans leur circonscription régionale des compagnies d'assurance.

Article 27

Assemblées générales des Unions de Coopératives Agricoles (E.A.S.)

1. L'assemblée générale de l'E.A.S. est composée des représentants de ses coopératives – membres.
Chaque membre de l'union dispose une voix minimum.
2. Le statut de l'union définit la participation de la coopérative dans l'union avec une part obligatoire et une voix. Il fixe, également, la valeur de la part et les conditions de son paiement. Le statut stipule, aussi, les clauses et les conditions d'acquisition par chaque membre des parts obligatoires supplémentaires, équivalentes au montant des transactions de ce membre avec l'union, pour une période déterminée. Dans ce cas, le statut fixe les voix correspondant aux parts supplémentaires. Le nombre total des voix ne peut en aucun cas dépasser les cinq (5).
3. Le représentant de la coopérative exerce aux seins de l'assemblée générale de l'union tous les droits de la coopérative, en agissant dans le cadre des décisions de l'assemblée générale et du conseil d'administration de sa coopérative.
4. Le statut de la coopérative – membre définit les conditions et la procédure de nomination et de perte de la qualité de représentant.

Article 28

Conseil d'administration de l'Union de Coopératives Agricoles (E.A.S.)

1. L'assemblée générale des représentants de l'E.A.S. procède à l'élection du conseil d'administration, selon le mode et la procédure de l'article 15 de la présente loi.
2. Le nombre de membres du conseil d'administration est fixé dans le statut et ne peut être inférieur à trois (3).
3. Les articles 14 et 15 de cette loi s'appliquent par analogie.

Article 29

Unions Coopératives Centrales (KE.S.E.)

1. Deux ou plusieurs Unions de Coopératives Agricoles (E.A.S.) peuvent former entre elles les Unions Coopératives Centrales (KE.S.E.).
Le travail des KE.S.E. a comme but la coordination et le renforcement de l'activité coopérative de leurs membres, ainsi que l'entreprise d'affaires et la procuration de services dans un échelon plus large.
Les KE.S.E. accomplissent ces affaires soit pour leur compte soit pour le compte de leurs membres.
2. Le statut de la KE.S.E. est approuvé par la Cour d'Instance de son siège, conformément aux dispositions des articles 3 et 4 de cette loi, appliquées par analogie.
3. Le siège de la KE.S.E. est la municipalité ou la commune d'établissement de son administration. La circonscription régionale de la KE.S.E. est déterminée dans son statut. Le nom commercial doit être distinctif par rapport au nom commercial d'une autre KE.S.E. avec le même siège ou dans la même région.
4. Le statut peut stipuler la participation de coopératives du premier niveau, mais qui ne sont pas membres, au même temps, des Unions de Coopératives Agricoles (E.A.S.).
5. L'assemblée générale de la KE.S.E., est composée des représentants de ses membres (E.A.S. ou A.S.), élus conformément au statut de leurs membres. Pour le reste on applique les dispositions des articles 27 et 28 concernant les parts coopératives.

Article 30

Corporations d'Organisations de Coopératives Agricoles

1. Deux ou plusieurs organisations coopératives agricoles (A.S.O.) du même ou différent degré peuvent s'unir à des Corporations d'Organisations Coopératives Agricoles (K.A.S.O.), avec le but de promouvoir leurs objectifs et activités statutaires.
2. Les K.A.S.O. constituent des personnes morales et leur création exige la formation du statut approuvé par la Cour d'Instance de leur siège. Les articles 3 et 4 de la présente loi s'appliquent par analogie.

3. Le siège et la circonscription régionale de la Corporation sont déterminées dans son statut. Concernant le nom commercial de la Corporation on applique analogiquement, le paragraphe 4 de l'article 26 de cette loi.
4. L'assemblée générale de la Corporation est composée des représentants des A.S.O. partenaires. Les représentants sont nommés conformément aux dispositions de leurs statuts respectifs.

Article 31

Application analogique de dispositions

1. Les dispositions de la présente loi décrétant des aides financières, des exemptions et des motivations fiscales ou, concernant et réglant les questions des coopératives agricoles du premier niveau (A.S.), s'appliquent analogiquement aux Unions de Coopératives Agricoles (E.A.S.), aux Unions Coopératives Centrales (KE.S.E.) et aux Corporations d'Organisations de Coopératives Agricoles (K.A.S.O.), sauf si une exception ou une divergence expresse est définie dans le texte.

Article 32

Sociétés Coopératives (S.E.)

1. Les Organisations Coopératives Agricoles (A.S.O.) de tous les niveaux et les Sociétés Coopératives (S.E.) de cet article peuvent constituer, ainsi qu'avec des tiers personnes morales ou physiques qui ont leur siège en Grèce ou à l'étranger, des sociétés anonymes ou des sociétés à responsabilité limitée.
2. Ces sociétés sont des sociétés coopératives, vu que la majorité de leurs actionnaires ou des parts sociales appartient à une A.S.O. ou à leurs sociétés coopératives.
3. Les actions des sociétés coopératives anonymes sont toujours nominatives.
4. Dans tous les cas de transfert d'actions nominatives ou de parts sociales d'une société coopérative selon le sens du paragraphe 2, le droit de préférence appartient aux A.S.O., K.A.S.O. et S.E. partenaires de la société.
5. Les exemptions fiscales, prévues dans l'article 35 de cette loi, s'appliquent également sur la fondation des S.E.
6. Les A.S.O. du deuxième et du troisième niveau peuvent fusionner avec les S.E. soit en constituant une nouvelle S.E. soit en s'absorbant par une S.E. déjà existante. Dans ce cas elles bénéficient des motivations financières et des exemptions fiscales destinées à la fusion des A.S.O.
7. Pour le reste, sur les S.E. on applique les dispositions des décrets no 2190/1920 et no 3190/1955.

Article 33

Confédération Panhellénique des Unions de Coopératives Agricoles. (PA.S.E.GE.S.)

1. La Confédération Panhellénique des Unions de Coopératives Agricoles (PA.S.E.GE.S.) est l'organisation idéologique et coordinatrice des A.S.O. sans la capacité commerciale. Membres de la PA.S.E.GE.S. sont les Unions de Coopératives Agricoles (E.A.S.). Son statut peut préciser comme membres également les K.A.S.O., les KE.S.E., leurs entreprises communes et les S.E.
2.
 - a. La circonscription régionale de la PA.S.E.GE.S. est tout le territoire grec et son siège la municipalité désignée dans son statut.
 - b. La Confédération représente ses membres à l'intérieur du pays et à l'étranger et veille au maintien des principes de la coopération et au développement de l'idée coopérative.
 - c. La Confédération entreprend toute activité qui fait la promotion des activités des A.S.O. La Confédération panhellénique n'entreprend jamais elle-même la production, la circulation et le commerce des produits et des ressources agricoles, en générale.
 - d. La Confédération se charge de l'élaboration d'études, des travaux, des recherches et elle participe à toutes les adjudications concernant la conclusion des contrats, afin de servir ses membres. Elle conclut des contrats d'ouvrage ou des contrats concernant la prestation des services relatifs au développement de l'agriculture et de la coopération.
 - e. La Confédération institue des centres de formation.
 - f. La Confédération négocie et conclut les contrats de travail collectifs et participe au règlement par arbitrage des différends collectifs du travail, concernant le personnel des A.S.O. de tous les niveaux et les membres de la S.E.
 - g. La Confédération fait la coordination des activités relatives au travail des A.S.O. et renforce l'œuvre de ses membres.
 - h. La Confédération donne ses conseils suite à la demande du Ministre de l'Agriculture à propos des questions concernant les aides et les motifs financiers, octroyés aux A.S.O. Elle donne également ses conseils, suite à la demande du Ministre de l'Agriculture, sur les projets de loi, les décrets et les arrêts qui pourraient influencer ses membres.
3. Les questions relatives à la formation, au fonctionnement et aux pouvoirs de l'assemblée générale et du conseil d'administration de la PA.S.E.GE.S. sont réglées dans son statut. Les articles 14 et 15 de la présente loi s'appliquent analogiquement.
4. La PA.S.E.GE.S. tient le registre de ses membres, où on garde les statuts et tout autre dossier et justificatif concernant ses membres.
5. La cotisation annuelle des membres de la PA.S.E.GE.S. est fixée dans son statut.
6. Le statut de la PA.S.E.GE.S. est approuvé par la Cour d'Instance de son siège.
7. La PA.S.E.GE.S. agit conformément aux dispositions de la présente loi.

CHAPITRE I DISPOSITIONS PENALES

Article 34

1. La peine de trois (3) mois jusqu'à un (1) an d'emprisonnement, sauf si d'autres dispositions ne fixent une peine plus importante, est infligée au membre du conseil d'administration ou à l'employé d'une A.S.O. ou d'une S.E. aux cas suivants :
 - a. Le membre du conseil d'administration ou l'employé, en pleine connaissance de cause, fournit à l'assemblée générale ou à l'autorité de surveillance des fausses données ou, il nie ou, il dissimule les vraies données, les faits ou les cas concernant l'état financier des coopératives.
 - b. Il fait, en pleine connaissance de cause, des enregistrements faux ou figuratifs dans les livres des coopératives ou compose des bilans faux ou figuratifs.
 - c. Il refuse de remettre ou il dissimule au contrôleur ou à l'autorité de surveillance ou de supervision, les livres ou les écritures tenus ou, il entrave par tout moyen l'exercice du contrôle ou de la surveillance.
2. La peine de un (1) mois jusqu'à un (1) an d'emprisonnement, sauf si d'autres dispositions ne fixent une peine plus importante, est infligée à la personne qui exerce le contrôle ou la surveillance aux organisations mentionnées au paragraphe 1, si elle fournit sciemment des fausses données ou si elle dissimule ou si elle nie les faits et les cas réels aperçus pendant l'exercice de son mandat, concernant la gestion ou l'état financier des organisations coopératives mentionnées au paragraphe 1.
3. La peine d'un (1) mois jusqu'à un (1) an d'emprisonnement ou une peine pécuniaire ou les deux peines, sauf si d'autres dispositions ne prévoient une peine plus importante, est infligée à la personne qui entrave les séances du conseil d'administration ou de l'assemblée générale des membres des organisations mentionnées au paragraphe 1, en utilisant de la violence par contrainte physique ou, elle menace d'utiliser de la contrainte physique ou elle commet, même par omission, d'autres actes illicites, afin de réussir l'annulation desdites réunions.
4. La peine d'un (1) mois jusqu'à un (1) an d'emprisonnement, sauf si d'autres dispositions ne précisent une peine plus importante, est infligée à :
 - a. La personne qui opère des actes d'administration, de direction, de gestion ou de contrôle, même après la fin de son mandat.
 - b. La personne qui vote sans en avoir le droit ou, elle vote à plusieurs reprises ou, par tout moyen elle occasionne un faux (non authentique) résultat suite aux élections du conseil d'administration, des organes et des représentants des A.S.O. et de la P.A.S.E.G.E.S.
5. Les peines du paragraphe précédent sont également infligées aux membres du conseil d'administration, aux liquidateurs et aux employés des organisations coopératives du paragraphe 1, délégués par le conseil d'administration à exercer certains de ses pouvoirs et compétences, pour infraction aux dispositions de la loi ou du statut ou pour des actes contraires aux décisions de l'assemblée générale ou pour non - accomplissement de leur mandat selon le statut ou la loi, ainsi que pour l'omission de composer le bilan.

CHAPITRE J

RELATIONS DES ORGANISATIONS COOPERATIVES AGRICOLES SOCIETES COOPERATIVES ET ETAT

Article 35

Aides financières – Exemptions fiscales

1. Les statuts des Organisations coopératives agricoles et leurs modifications ne sont pas soumis au droit de timbre ou à une autre taxe ou charge en faveur de l'état ou d'un tiers.
2. Les dispositions de la législation actuelle, octroyant régulièrement des facilités fiscales ou des exemptions de l'impôt, du droit de timbre, des autres taxes et charges, des droits divers et des autres prestations en faveur de l'état ou des tiers et, qui concernent la fusion d'entreprises, sont analogiquement applicables aux A.S.O. de tous les niveaux et à leurs sociétés en fusion, à condition que ces-ci accomplissent les clauses prévues dans les dispositions respectives.
3. Les Organisations coopératives agricoles pendant l'achat des biens immobiliers, destinés à aider le développement des entreprises dans leur région ou, pendant l'achat des appareils d'occasion qui serviront à la production agricole, bénéficient du même traitement fiscal que le secteur public.
4. Les cotisations des membres envers les A.S.O. ne sont pas soumises à l'imposition fiscale ou au droit de timbre ou à toute autre charge en faveur des tiers.
5. Les dépôts des membres à la coopérative, les retraits des dépôts et les émissions des prêts que la coopérative fait à ses membres, sont exemptés du droit de timbre ou de toute autre charge en faveur de l'état et de tout droit ou contribution en faveur des tiers.
6. Il est exempté de la taxe de mutation des biens immobiliers la valeur de l'immeuble transféré aux membres des coopératives agricoles de premier degré, jusqu'au montant qu'il a été déduit comme taxe de mutation pendant l'achat de l'immeuble par la coopérative.
7. Plus particulièrement, en ce qui concerne les exemptions de la T.V.A., on applique les dispositions de la loi no 1642/1986 (Journal officiel no 125 A), selon leur vigueur actuelle.
8. Les accords entre les Organisations coopératives agricoles et le secteur public ou les personnes morales du secteur public concernant des produits ou des provisions agricoles ou des services, ne sont pas soumis au droit de timbre ou à une autre taxe en faveur de tiers.
9. La commission permise par la loi, sur les contrats d'assurance, établis ou prolongés par l'intermédiaire des A.S.O., est versée à elles directement à la place du compte spécial, défini dans l'article 13§ 4 de la loi no 1256/1982, indépendamment si la recommandation stipulée dans la disposition susmentionnée l'a précédé ou non.
10. Dans le budget de dépenses du Ministère de l'Agriculture on peut enregistrer chaque année un crédit contrôlé par bilan, afin d'aider financièrement la P.A.S.E.G.E.S. Ce crédit est disposé exclusivement par la P.A.S.E.G.E.S. aux dépenses concernant la formation coopérative, la formation continue, ou la formation professionnelle continue des cadres ou des employés des A.S.O. La sélection de ces personnes est basée sur le budget annuel de ces coopératives.

11. Les aides financières, prévues aux paragraphes 9, 10 et 16 du présent article, sont exemptés de tout droit de timbre ou autre charge en faveur de l'état, ainsi que de toute autre charge ou contribution en faveur des tiers.
12. Les A.S.O. du premier niveau ne sont pas obligées de s'inscrire aux Chambres de Commerce de leur district.
13. Les excédants de l'exercice de gestion des organisations coopératives distribués aux membres, sont soumis seulement à l'impôt du revenu des membres, indépendamment du mode de rendement, à savoir, par versement ou sous forme de dépôt individuel auprès de l'organisation coopérative.
14. Les Organisations Coopératives Agricoles s'encadrent aux lois concernant le développement.
15. Les dispositions qui fixent les motifs ou les exemptions de nature financière, fiscale ou autre, concernant la reconversion des sociétés à responsabilité limitée à des sociétés anonymes ou la reconversion des sociétés commerciales d'une autre forme juridique à des sociétés à responsabilité limitée, sont valables sous les mêmes conditions que pour la reconversion d'une A.S.O. de deuxième ou de troisième niveau à une société anonyme ou à une société à responsabilité limitée, pourvu que la majorité des actions ou des parts sociales, respectivement, appartienne toujours aux A.S.O., conformément aux dispositions de l'article 32 de cette loi.
16. La Confédération Panhellénique des Unions d'Organisations Coopératives Agricoles reçoit une aide financière par l'organisation des Assurances d'Agriculture grecques l'(EL.G.A.). L'EL.G.A. verse chaque année à la PA.S.E.GE.S. un pourcentage de deux et demi (2,5%) pour cent de ses dépenses, réalisés conformément à la disposition du litt. a du paragraphe 1 de l'article 5 de la loi no 1790/1988 (Journal officiel no 134 A), selon sa vigueur actuelle.

L'organisation des Assurances d'Agriculture Grecques (EL.G.A.) aide également la Confédération Générale des Associations d'Agriculteurs de la Grèce (GE.S.A.S.E.) et la Confédération Générale des Associations Démocratiques d'Agriculteurs de la Grèce (SY.D.A.S.E.). L'EL.G.A. verse chaque année une aide financière de 0,90% à la GE.S.A.S.E. et de 0,60% à la SY.D.A.S.E. Cette aide provient de ses revenus mentionnés antérieurement.

L'aide financière est versée, suite à la décision conforme du Ministre de l'Agriculture, dans le premier semestre de l'année, en proportion des revenus de l'EL.G.A. réalisés pendant l'année précédente, conformément à la disposition susmentionnée.

Article 36 **Motifs**

1. Suite aux décrets relatifs, promulgués sur proposition des Ministres de l'Economie Nationale, des Finances et de l'Agriculture, on peut fixer les motifs concernant la fusion, le développement et la reconversion des Associations Coopératives Agricoles (A.S.O.) et des Sociétés Coopératives (S.E.). Ces motifs devraient correspondre aux

particularités du régime coopératif et au besoin de promotion du potentiel inné dans le domaine de l'agriculture. Les motifs peuvent être en rapport avec les investissements et le développement des A.S.O. et des S.E. Ils peuvent également être en rapport avec le recrutement et la formation de cadres, avec la sélection concernant la remise d'ouvrages et avec l'encouragement des initiatives et des activités au bénéfice de leurs membres. Les conditions et les clauses concernant la soumission des A.S.O. et des S.E. aux motifs susmentionnés sont fixées dans des décrets présidentiels.

2. Les dispositions spéciales qui définissent la prestation de motifs et d'aides financières ou d'autres exemptions fiscales pour les A.S.O. sont toujours en vigueur, sauf si elles sont supprimées par la présente loi.

CHAPITRE K DISPOSITIONS SPECIALES ET FINALES

Article 37

Registres – Dossiers des Coopératives agricoles

1. Le livre du Registre des Coopératives agricoles est tenu auprès du Tribunal de paix, conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l'article 3.
2. Toute personne a la possibilité de prendre connaissance des documents contenus dans le livre du Registre et d'obtenir des copies validées ou des extraits de ce livre.
3. Le Secrétariat du Tribunal de paix fournit les attestations concernant l'existence ou non d'une certaine inscription.

Article 38

Personnel des Organisations Coopératives agricoles

1. Le personnel des A.S.O. est :
 - a. Ordinaire. Le personnel ordinaire nommé à des postes prévus dans le Règlement du Fonctionnement des coopératives et recouvre les besoins de l'organisation permanents et durables.
 - b. Personnel sous contrat de travail de durée déterminée. Ce personnel recouvre les besoins de l'organisation spéciales, extraordinaires, saisonnières ou provisoires.
2. L'arrêt commun des Ministres de l'Agriculture et de l'Emploi no 27346/1990 (Journal officiel no 700 B/ 7.11.1990) sous le nom de «Règlement de l'état de service du personnel des organisations coopératives agricoles» comme il a été modifié ultérieurement, est toujours en vigueur pour les questions qui ne sont pas réglées différemment dans la présente.
Dans six (6) mois du jour de la publication de la présente loi, le Règlement d'état de service susmentionné se conforme obligatoirement aux dispositions de la présente loi, conformément à l'arrêt commun du Ministre de l'Agriculture et du Ministre de l'Emploi et de la Sécurité sociale.

Article 39

Vigueur des articles 31, 44 et 47 de la loi no 2169/1993

Les dispositions des articles 31, 44 et 47 de la loi no 2169/1993 (Journal officiel no 149 A) à son état actuel, sont toujours en vigueur. Les lois spéciales mentionnées dans ces articles renvoient à la législation en vigueur. Par législation en vigueur, dans ce cas précis, on entend la présente loi.

Article 40 **Dispositions transitoires**

1. Les A.S.O. de tous les niveaux, existantes au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, ainsi que la P.A.S.E.G.E.S. ont l'obligation, dans un délai péremptoire de deux (2) ans depuis la publication de cette loi, d'adapter leurs statuts aux dispositions de la présente loi. L'adaptation est faite suite à la décision de l'assemblée générale de leurs membres, prise au quorum et à la majorité du paragraphe 1 des articles 11 et 12 respectivement. Cette adaptation se complète avec la modification du statut, approuvée par la cour compétente.

Ce délai peut se prolonger jusqu'à un (1) an, conformément à la décision du Ministre de l'Agriculture publiée au Journal officiel.

2. Après l'écoulement du délai du dernier paragraphe, les A.S.O. de tous les niveaux qui n'ont pas adapté leur statut, conformément à la disposition du paragraphe mentionné antérieurement, sont dissoutes suite à la décision de la Cour compétente, sur la requête de toute personne ayant intérêt légitime ou de l'autorité de surveillance.
3. Les Coopératives agricoles qui, à l'entrée en vigueur de cette loi, fonctionnent avec un nombre de membres inférieur à celui stipulé par la présente loi, poursuivent leur travail, en dérogation de la disposition du paragraphe 1 de l'article 3 de la présente loi.
4. Pendant les élections des organes collectifs des A.S.O. de tous les niveaux et de la P.A.S.E.G.E.S., ainsi que pendant les élections des représentants des A.S.O. aux organisations de niveau supérieur et à la P.A.S.E.G.E.S., qui se dérouleront depuis l'entrée en vigueur de la présente loi, jusqu'à l'adaptation conforme de leurs statuts selon le paragraphe 1, on applique les dispositions des statuts, à l'exception des questions réglées par les dispositions des paragraphes 2, 3 et 4 de l'article 15 de la présente loi, qui prédominent des dispositions des statuts. Le nombre des voix de préférence ne peut être supérieur à la moitié ($\frac{1}{2}$) du nombre total des membres de l'organe élu ou des représentants.
5. Le mandat des membres des conseils administratifs et de supervision des Organisations Coopératives Agricoles de tous les niveaux, de leurs corporations et de la P.A.S.E.G.E.S., ainsi que le mandat des représentants, qui sont en fonction à l'entrée en vigueur de cette loi, prend fin le 31 décembre 2000. Ce délai peut se prolonger jusqu'à six (6) mois suite à la décision du Ministre de l'Agriculture, publiée au Journal officiel.

Article 41
Dispositions abrogées

Toute disposition contraire aux dispositions de la présente loi ou, toute disposition qui se réfère et règle les questions traitées spécialement par la présente loi, est supprimée.

Article 42
Entrée en vigueur

Les dispositions de la présente loi entrent en vigueur dès sa publication au Journal officiel, sauf s'il en est stipulé différemment dans ses dispositions particulières.

Nous ordonnons la publication de la présente au Journal officiel et son exécution en tant que loi de l'Etat.

Athènes, le 8 mars 2000

Le Président de la République
Konstantinos Stéfanopoulos

Les Ministres
Economie nationale et Finances : G. Papadoniou
Développement : E. Vénizélos
Agriculture : G. Anomeritis
Emploi et Sécurité sociale : M. Papaioannou
Justice : E. Giannopoulos

Validée et scellée par le grand sceau de l'Etat

Athènes, le 8 mars 2000

Le Ministre de la Justice et garde des sceaux
E. Giannopoulos